



afrique

# France-Rwanda. Pas d'excuses mais un nouveau départ

Vingt-sept ans après, Emmanuel Macron a reconnu la "responsabilité" de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda. Cela suffira-t-il pour décrier les relations entre les deux pays ? s'interroge cet éditorialiste burkinabé.



—L'Observateur Paalga  
Ouagadougou

Rarement les mots d'un discours auront été aussi pesés que ceux prononcés jeudi 27 mai au mémorial de Gisozi, à Kigali, par le président français. Cette allocution a été prononcée avec le ton qui sied. Afin de panser avec le verbe les blessures de cette tragédie : celle du génocide rwandais de 1994, qui a fait entre 800 000 et 1 000 000 de morts en l'espace de trois mois.

Pendant longtemps, le Rwanda a pointé un doigt accusateur vers la France pour sa complicité supposée ou réelle dans le drame. D'abord pour son soutien presque inconditionnel au régime de Juvénal Habyarimana [président du Rwanda de 1973 au 6 avril 1994, lorsque son avion est abattu. Cet événement a été le déclencheur du génocide]. Ensuite pour la mise en œuvre de l'opération Turquoise,

accusée de tous les péchés du Rwanda [le rôle de cette opération française, déployée en juin 1994 "pour stopper les massacres", est toujours controversé]. C'est peu dire, donc, que le locataire de l'Élysée marchait sur des œufs au pays des Mille Collines.

La première et dernière visite d'un chef de l'État français depuis 1994 remontait à février 2010, avec Nicolas Sarkozy. Il avait pudiquement écrit dans le livre d'or : "Au nom du peuple français, je m'incline devant les victimes du génocide des Tutsis." C'est tout dire de la délicatesse du sujet. De petits pas dans cette longue marche pour le rapprochement entre les deux États.

Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de la Seine. Macron, dès son arrivée à l'Élysée, a montré sa disponibilité à assainir les relations avec Kigali. Mais ce qui a accéléré le dégel de l'axe Kigali-Paris, ce sont deux rapports publiés coup sur coup en l'espace d'un mois (le 26 mars et le 19 avril 2021).

D'abord celui de Vincent Duclert, commandé par la France ; ensuite celui du cabinet d'avocats américain Levy Firestone Muse, commandé par le Rwanda. Ils ont tous les deux pointé du doigt la responsabilité accablante de l'Hexagone dans cette tragédie innommable, sans pourtant parler de complicité.

C'était suffisant pour que, au cours de son séjour à Paris pour le sommet sur le financement des économies africaines [les 17 et 18 mai], Paul Kagame se félicite de cette avancée notable.

De là à ce que Jupiter présente des excuses officielles au peuple rwandais, il y a un pas qu'il n'a pas osé franchir face aux restes des 250 000 victimes [enterrées au mémorial]. Extraits : "En s'engageant dès 1990 dans un conflit dont il n'avait aucune antériorité, la France n'a pas su entendre la voix de ceux qui l'avaient mise en garde. Ou bien avait-elle surestimé sa force en pensant pouvoir arrêter ce qui était déjà à l'œuvre ? La France n'a pas compris qu'en voulant faire obstacle à un conflit régional ou à une guerre civile, elle est restée de fait aux côtés d'un régime génocidaire. Ignorant les alertes des plus lucides observateurs, la France endossait alors une responsabilité accablante dans un engrenage qui a abouti au pire alors même qu'elle cherchait précisément à l'éviter... Avec humilité et respect, à vos côtés, ce jour, je viens reconnaître nos responsabilités." C'est à un véritable exercice de trapéziste politico-diplomatique que s'est livré le président français.

Ni excuses ni déni. Telle est la ligne de conduite que semble s'être fixée Emmanuel Macron. Il fallait plaire aux amis rwandais sans heurter ceux de ses compatriotes qui estiment que, si la France n'était pas intervenue, les choses auraient peut-être été pires. Et que finalement la France a agi, quand d'autres puissances se sont bien gardées de lever le petit doigt. Commentaire de Paul Kagame après le discours d'Emmanuel Macron : "Ces mots ont plus de valeur que des excuses."

En tout cas, c'est un nouveau pas décisif qui vient d'être fait dans le sens de la décripation entre les deux pays, et il faut espérer qu'ils sauront regarder ensemble vers l'avenir sans pour autant oublier ce douloureux passé.

—Issa K. Barry  
Publié le 28 mai

↳ "J'arrive avec des cadeaux de Paris, mon frère, dit Emmanuel Macron. — "Sans façon... mais bienvenue à Kigali!!", répond Paul Kagame. Sur l'étiquette : Passé colonial de France.

Dessin de Gado, Kenya.

## Contexte

### Hier, la mémoire, aujourd'hui, l'économie



●●● "De nouvelles relations entre la France et le Rwanda", clamait en une **The New Times**, le principal quotidien rwandais, vendredi 28 mai, au lendemain de la visite d'Emmanuel Macron à Kigali. Après l'émotion, place au réalisme. Hier la mémoire, demain l'économie. "Cette visite parle du futur, pas du passé" : le président rwandais Paul Kagame ne disait pas autre chose, quelques minutes seulement après que son homologue a reconnu la responsabilité de la France. Car s'il y a bien une chose sur laquelle Paul Kagame et Emmanuel Macron se sont trouvés, c'est sur le type de relations qu'ils veulent entretenir. Le président rwandais a voulu attirer les investisseurs dès son élection, le président français, quant à lui, l'a dit : il est né après la décolonisation. Fini le paternalisme, fini la Françafrique, assure-t-il. Il croit à un nouveau partenariat fondé sur l'économie, l'investissement et les start-up. C'est d'ailleurs accompagné d'une quinzaine de chefs de grandes entreprises françaises – dont Canal + et Bolloré – qu'il est venu à Kigali, rappelle *The New Times*. "Ce serait faire preuve de naïveté, voire de cécité, que de ne voir dans ce réchauffement France-Rwanda que son côté politique sans son pendant économique, analyse

**Aujourd'hui au Faso.** "Avec cette brouille de plusieurs décennies, la France a perdu beaucoup dans ce pays. Or, le Rwanda, c'est le type même de l'Afrique qui marche, avec zéro criminalité, des villes propres, une corruption imperceptible. Quel investisseur ne voudrait pas y mettre ses billes alors que le retour sur investissement est certain ?" Après avoir visité ces dernières années le Nigeria, le Kenya, ce voyage au Rwanda – qui s'est poursuivi en Afrique du Sud – illustre la volonté d'Emmanuel Macron de mettre le pied dans de nouveaux pays. Alors que Paris est en proie à une concurrence de plus en plus rude de la part de la Chine, la Russie, de la Turquie ou encore du Maroc dans ses anciennes colonies, Emmanuel Macron tente de conquérir des marchés plus compétitifs. Au Rwanda, le pari français est en passe d'être gagné, estime *Aujourd'hui au Faso* : "Jupiter a convaincu le Bonaparte de Kigali. France et Rwanda peuvent repartir du bon pied."

## SOURCE

### L'OBSERVATEUR PAALGA

Ouagadougou  
Quotidien, 7 000 ex.  
[www.lobserveur.bf](http://www.lobserveur.bf)  
Fondé en 1973,

L'Observateur Paalga est aujourd'hui le plus lu des trois quotidiens burkinabés. Créé sous le nom de L'Observateur, il a été interdit sous le président burkinabé Thomas Sankara, de 1984 à 1987, puis au début de la présidence de son successeur, Blaise Compaoré. Ce n'est qu'en 1991 qu'il reparaitra sous son titre actuel.

